



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 98

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

Présentation

**Présenté par
M. Yvon Picotte
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et
de l'Alimentation**

**Éditeur officiel du Québec
1993**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires en ce qui concerne notamment les pouvoirs de la Société et de ses filiales.

Ce projet de loi prévoit l'abrogation des sections II et III de la loi, lesquelles portent respectivement sur la constitution de la Société québécoise des pêches et celle de la Société québécoise des bio-technologies agro-alimentaires. En conséquence, la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires acquiert les droits et assume les obligations de celle de ces deux sociétés ayant des activités, soit la Société québécoise des pêches.

Ce projet de loi porte de sept à neuf le nombre maximal des membres du conseil d'administration de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires. Il contient, en outre, des modifications de concordance.

Projet de loi 98

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (L.R.Q., chapitre S-21) est modifiée par la suppression, avant l'article 1, de ce qui suit:

« SECTION I

« CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES ».

2. L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « sept » par le mot « neuf ».

3. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **13.** Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Société sont nommés et rémunérés suivant les effectifs, normes et barèmes déterminés par règlement de la Société; la Société peut pareillement déterminer leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail. Un tel règlement est soumis à l'approbation du gouvernement. ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant:

« **13.1** Pour l'application des articles 14, 17 et 17.1, une personne morale est la filiale de la Société si cette dernière détient des actions ou parts lui conférant plus de 50 % des droits de vote afférents à toutes les actions ou parts émises et en circulation de cette personne morale ou lui permettant d'élire la majorité de ses administrateurs. ».

5. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **14.** La Société établit un plan de développement, incluant les activités de ses filiales, suivant la forme, la teneur et la périodicité déterminées par le gouvernement. Ce plan de développement est soumis à l'approbation du gouvernement. ».

6. L'article 17 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **17.** La Société et chacune de ses filiales doivent, dans les cas et conditions que le gouvernement peut déterminer par règlement, obtenir l'autorisation du gouvernement pour prendre l'un ou l'autre des engagements suivants :

a) acquérir des actions, des parts ou des actifs d'une personne morale ou en disposer ;

b) contracter un emprunt ;

c) consentir des prêts ou des cautionnements ;

d) acquérir des immeubles ou en disposer.

Les dispositions d'un règlement pris en vertu du premier alinéa peuvent s'appliquer au groupe constitué par la Société et ses filiales ou à l'une ou plusieurs de ces personnes morales.

Le présent article ne s'applique pas aux transactions effectuées entre la Société et ses filiales, ni entre ces filiales.

« **17.1** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou de ses filiales. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

« **17.2** La Société peut, par règlement, pourvoir à sa régie interne ; un tel règlement est soumis à l'approbation du gouvernement. ».

7. L'article 19 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « et des sociétés prévues aux sections II et III ».

8. Les sections II et III de cette loi sont abrogées.

9. Cette loi est modifiée par la suppression, avant l'article 29, de ce qui suit:

« SECTION IV

« DISPOSITION FINALE ».

10. Les dispositions d'un règlement du gouvernement concernant la nomination et la rémunération du personnel de la Société sont réputées avoir été édictées par cette dernière et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou abrogées par celle-ci.

11. La Société acquiert les droits et assume les obligations de la Société québécoise des pêches.

12. La présente loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.